

Catherine Samary revient dans ce texte sur l'enjeu stratégique central que constituent les questions de la xénophobie et du racisme, pour la gauche française, européenne et internationale, et met notamment l'accent sur l'alliance de facto entre Orbán (et autres antisémites notoires) et Netanyahu, alliance qui ne se comprend qu'en tenant compte de l'axe islamophobe propre à l'ère Trump Orbán-Netanyahu.

Bien entendu, E. Macron cherche à instrumentaliser cette question pour organiser un clivage entre « progressistes » (dont il serait le chef de file) et les « populistes » (M. Salvini, V. Orbán, etc.), alors même qu'il mène lui aussi des politiques anti-migrant·e·s et que ses politiques économiques et sociales ont de fortes chances de renforcer l'extrême droite. Reste qu'on ne saurait considérer la question des migrations uniquement comme un moyen utilisé par E. Macron pour ne pas parler des « vrais » sujets, la réduisant ainsi à une simple manipulation pour faire progresser l'extrême droite.

La question est centrale dans le champ politique français et européen, et a toutes les chances de le rester étant donné notamment l'instabilité internationale, les inégalités monstrueuses que génère le capitalisme et le basculement climatique. Aucune politique d'émancipation digne de ce nom ne peut dès lors s'abstenir de l'affronter sans délai et de proposer un nouvel internationalisme.

La question des migrants n'est pas un "dérivatif"

Interrogé par l'Obs, Djordje Kuzmanović, un des cadres de la France Insoumise (LFI) avait encensé la Députée allemande de Die Linke (La Gauche) Sarah Wagenknecht[1] sur les migrants en soulignant :

«Sur la question migratoire, en particulier, la bonne conscience de gauche empêche de réfléchir concrètement à la façon de ralentir, voire d'assécher les flux migratoires, qui risquent de s'accroître encore du fait des catastrophes climatiques». [2]

Provoquant de nombreuses critiques catalysant une prise de distance de Jean-Luc Mélenchon (JLM), Kuzmanovic s'est étonné : «ce que je dis sur l'immigration a été la ligne de Jean-Luc Mélenchon», estime-t-il dans les colonnes du Monde[3], "à l'exception de la première question sur la hiérarchisation des luttes". Car il est vrai que le leader de LFI, à quelques mois des élections européennes, voit autrement l'agencement de ses priorités, souligne l'article en citant Alexis Corbière : «mettre l'immigration au centre des débats, c'est l'agenda d'Emmanuel Macron". On peut discuter une telle formulation. Mais telle est sans doute la cause des critiques formulées par JLM contre la pétition centrée sur l'aide aux migrants lancée par Médiapart, Politis et Regards et recueillant des dizaines de milliers de signatures. Et il est vrai que notre président-Jupiter prétend polariser le débat européen entre lui-même (incarnant le "progressisme") et les courants symbolisés par le dirigeant hongrois Viktor Orbán ou Marine Le Pen qui placent très certainement les migrants au sommet de leur agenda.

Quelle est la place d'un tel enjeu pour les partis se revendiquant du populisme, tout en se situant à gauche du social-libéralisme en Europe ? Conseillère des dirigeants de Podemos, Chantal Mouffe[4] pense (contrairement à eux) qu'il faut assumer une étiquette "de gauche" se dissociant des idéologies racistes, sexistes, homophobes, des forces "populistes

de droite". Sarah Wagenknecht souhaite quant à elle lancer un mouvement ("Aufstehen" = Debout) qui serait "ni de gauche, ni de droite", comme le préféreraient les dirigeants de Podemos ou de la France Insoumise (LFI) : un des principaux arguments de ces derniers était le flou (réel) de ces "étiquettes" associée à la crise (tout aussi réelle) des partis. Mais le "populisme" terme utilisé de façon extensive clarifie-t-il quoi que ce soit ?[5]. L'enjeu principal (légitime en soi et partagé par tous les partis de la gauche radicale) est de vouloir détacher l'électorat populaire du vote pour des formations d'extrême-droite. Mais comment ? Là est le débat.

Il faut être conscient du fait que Marine Le Pen développe, comme Sarah Wagenknecht un discours social et de dénonciation des politiques dominantes. La première le fait en tenant un discours raciste islamophobe. Pas la seconde ; mais son discours n'est ferme que pour le droit d'asile. Pour le reste, elle défend une logique de "priorité" aux natifs et de fermeture des frontières. Il faut s'y opposer parce que c'est plus grave encore que les mêmes politiques défendues sur des bases identitaires d'extrême-droite : cela discrédite et sape toute chance de construire une alternative venant de la gauche radicale. Il faut évidemment s'adresser aux populations subalternes qui ont été captées par les arguments racistes accompagnant le vote BREXIT, ou qui votent Le Pen ou AfD - mais, outre le fait que la grande masse des classes subalternes abstentionnistes est ouverte à d'autres réponses, il faut aller à contre-courant en construisant un "Aufstehen" (Debout) solidaire, transnational, internationaliste, féministe et antiraciste contre les politiques dominantes.

Les rapports néo-coloniaux imposés par l'Allemagne à ses périphéries de l'Est et du Sud ont commencé par une absorption néo-coloniale de la RDA avec l'espoir des populations de l'Est que la monnaie unique (le DM puis l'euro) suffirait à leur ouvrir les vitrines de l'ouest. La remise en cause de ces politiques - et des illusions populaires qui ont pu les accompagner - ne pouvait et ne peut être d'ériger de nouveaux Murs d'une "forteresse Europe" des riches. L'attirance populaire (et notamment des jeunes) pour une Europe sans frontières, de droits sociaux et démocratique a été le "miroir aux alouettes" de l'UE - elle doit être la force d'une gauche radicale altereuropéiste. Elle doit exploiter toutes les facettes du maillon faible de l'UE - dont le fait que les salarié.es d'Allemagne ont dans leur ensemble payé très dur la position de force de l'Allemagne, avec les lois Hartz, la baisse des salaires, la précarisation massive.

Une gauche radicale altermondialiste lorsqu'elle est dans les pays dominants de l'UE peut et doit remettre en cause la logique des traités de l'UE, de son euro-système et de ses politiques, de l'intérieur/extérieur : il s'agit de construire par en bas une "souveraineté populaire" radicalement démocratique et égalitaire. Contre les logiques et institutions dominantes nationales et transnationales, un "Aufstehen" solidaire doit être à la fois allemand et altereuropéiste, enraciné dans les quartiers populaires et les populations subalternes, ouvert aux migrant.e.s. Il ne peut accepter ni la version hard, islamophobe et raciste, de l' "identité nationale," ni une version soft qui prétend ne se dresser contre les migrations et les immigré.es que parce que nous sommes "en temps de crise" (sans spécifier et contester cette "crise"), ou au nom du fait "qu'on ne peut accueillir toute la misère du monde", comme disait déjà Michel Rocard[6]. Il faut évidemment contester le caractère pseudo-marxiste de certains arguments proposés par ceux qui prônent un "protectionnisme" contre l'immigration[7] ; et étendre les critiques formulées au sein de la gauche radicale contre ces notions floues et orientations glissantes[8].

C'est avec un tel "agenda", que je voudrais remonter des migrant.es aux "immigré.es" ou supposé.es tel.les en explicitant des zones d'ombres à gauche qui affaiblissent l' "antiracisme politique"[9] et les résistances anticapitalistes au populisme de la nouvelle ère

Voir les discriminations imbriquées et évolutives - classe, genre, race...

Les droits égalitaires proclamés en France sont évidemment importants et distinguent le "racisme d'Etat" d'un "Etat raciste", comme cela a été souvent rappelé et rarement entendu[10]. Les droits proclamés sont néanmoins tronqués ou contredits en raison de divers mécanismes imbriqués et évolutifs qu'on n'analysera pas ici : la composition sociale et de genre des Assemblées élues de l'Etat témoigne du grand écart des droits et réalités.

Soulignons que le contexte de rapports de force internationaux et nationaux plus favorables aux classes populaires après la Seconde Guerre mondiale a permis des avancées sociales et des conflits politiques qui donnèrent une certaine consistance démocratique (sous la pression des montées révolutionnaires et confrontations de systèmes) dans les États-nations du "centre" capitaliste. Mais les gains sociaux et démocratiques de cette phase sont souvent associés à une présentation apologétique des États-nations. Or ils étaient tout d'abord précaires car intrinsèquement limités par les rapports de propriété et le rôle de l'argent-capital ; donc liés à des rapports de force - comme l'ont démontré les politiques de destruction sociale et donc démocratique des orientations dominantes depuis les années 1980, radicalisées après 1989. Ils étaient aussi limités : notamment pour les femmes comme les luttes féministes après les années 1968 l'ont mis en évidence ; mais aussi sous l'angle externe/interne des populations colonisées : avec les violences et guerres coloniales et le traitement infligé aux populations des pays concernés dans la France métropolitaine[11] .

Face à l'arrêt de la croissance et à l'inflation des années 1970, le tournant libéral (anti-keynésien) ébauché sous Giscard D'Estaing et Raymond Barre s'accompagna du choix d'un arrêt de l'appel aux travailleurs immigrés des anciennes colonies devenues indépendantes - tout en maintenant des relations néo-coloniales externes ou internes (dans les "Départements" ou "Territoires" de la France au statut évolutif Outre-Mer). Ceux-ci occupaient les postes de travail les plus ingrats et mal-payés refusés par les "natifs", loin de leur "prendre des emplois", pendant la phase de croissance. Le tournant vers "l'immigration zéro" produisit l'installation en France de ces travailleurs (qui faisaient jusqu'alors des allers-retours dans leurs pays). C'est le droit au regroupement familial avec l'arrêt de la croissance appuyée entre autres sur l'immigration - et non une "offensive" et "invasion islamique" qui modifia la société française dans un contexte idéologique "post-colonial" : même la réalité d'une "guerre" d'Algérie, sans parler des tortures et disparitions (comme celle de Ben Barka) ont mis du temps avant de commencer à être reconnues.

Les effets sociaux du tournant libéral qui s'installait dans le monde anglo-saxon, produisirent en France l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981. Sans aucun doute elle a nourri des illusions et espoirs y compris au sein des travailleurs immigrés : la grande "Marche pour l'Égalité et contre le racisme" fut un tournant[12]. Elle fut transformée, voire stigmatisée comme "Marche des Beurs" ; et son élan d'auto-organisation égalitaire fut brisé par SOS racisme et un "Touche Pas Mon Pote" paternaliste - "mon pote" n'avait pas le droit de s'exprimer tout seul, ni d'assumer les diverses facettes de son "identité". Après l'apparition des premières filles voilées, la loi de 2004 interdisant le port des signes religieux "ostentatoires" par les élèves marqua un autre basculement majeur. L'enjeu percuta toutes les familles politiques - avec une gauche radicale marxiste profondément divisée sur les pratiques et les analyses[13]. La thématique de la défense de la cause des

femmes et de la laïcité qui vient d'abord de la gauche et de la droite républicaine, va bientôt être le cheval de bataille du FN de Marine Le Pen contre les musulman.es - y compris (contre la tradition de son père) "en défense des juifs".

Le racisme d'État - notamment les contrôles et la violence policière au faciès, la justice et la laïcité à plusieurs vitesses contre les jeunes filles et femmes voilées - combiné à la casse sociale et la montée du chômage favorisent un "racisme édenté" : il est sans rapport de domination, mais non sans violences ; il peut être "classiquement" tourné vers ceux que l'on croit riche "parce que" juifs (ou chinois) ; mais il est aussi intra-populaire[14] ; évolutif, venant même d'une partie d'anciennes populations immigrées contre les dernières vagues d'immigration perçues comme menaçant des avantages parfois durement acquis de l'intégration[15]. C'est notamment vrai si celle-ci a été en fait conçue (ou acceptée) comme "assimilation", soumission et invisibilisation[16]. Les avantages acquis (dans le logement, l'emploi, les droits de citoyenneté...) se transforment alors en "privilèges" non codifiés. Cette notion d'avantages ou de privilèges "non codifiés" permet de les distinguer des privilèges statutaires inscrits dans des constitutions racistes et de castes. Il faut y inclure tout accès à l'emploi, à des protections et droits chaque fois qu'il est défendu sur des bases hiérarchiques, avec des "priorités aux nationaux" ; ou quand il y a refus explicite de dénoncer des discriminations concrètes.

Dans les manifs on a souvent scandé à tue-tête : "première, deuxième, troisième génération : nous sommes tous des enfants d'immigrés !". Un slogan profondément pertinent pour la réalité française. Mais faut-il souligner que lorsqu'on s'appelle Catherine ou Pierre, et qu'on est de peau blanche, avec des origines européennes (ouest, sud ou est) et des familles de religion ou culture catholique, protestante ou juive, au bout de deux ou trois générations, on est largement perçu.e et traité.e comme "français.e" : cela ne veut pas dire que ne subsiste aucune trace du passé vécu par les grands parents (venus d'Italie, des régimes dictatoriaux de l'État espagnol ou du Portugal, ou fuyant l'antisémitisme et les pogroms d'Ukraine ou de Pologne) ; ou que l'on a oublié les bidons-villes, les boulots ingrats, les violences racistes et les drames de la Shoah. Mais, compte tenu des transformations historiques, si on est blanc de peau, on ne subit aujourd'hui en France ni contrôle au faciès, ni violence policière, ni refus d'embauche ou de logement à cause de notre couleur de peau - ce dont témoignent les enquêtes de l'Observatoire des inégalités. Mais celui intègre désormais aussi les actes reconnus comme « islamophobes » par l'Observatoire ou les enquêtes internationales[17]. A la couleur de peau s'ajoutent éventuellement le prénom et le foulard islamique, ou la simple fréquentation d'une mosquée, suspectés comme "signes" de "radicalisation" ou de potentiel support des terroristes.

Quels "étrangers" pour quels droits ?

C'est dans un tel contexte que, de fait, les réfugié•es, migrant•es (volontaires ou pas) et finalement populations immigrées (ou perçues comme telles) se retrouvent depuis les dernières décennies sur deux axes distincts d'analyses.

Tout d'abord, celui ascendant où s'agrège un "continuum" de "catégories" de moins en moins délimitées d'"étrangers" réels ou présumés cible des courants xénophobes. Il faut confronter ce premier axe à un autre, décroissant quant à lui : celui où le "continuum" évoqué de personnes "étrangères" se confronte à leur odieux "tri" qui permet de limiter les droits attribués à chaque "catégorie" redéfinie, au fil du temps, de façon de plus en plus

restrictive (et selon les pays). “Partout se répand l'idée que le migrant, même quand celui-ci est établi dans un pays d'accueil de longue date, et le demandeur d'asile, réfugié reconnu ou non, est un ennemi et une menace”, souligne le texte préparatoire au 8^e Forum des Migrations[18]. Il précise : “si les règles sont inflexibles pour les demandeurs d'asile, la situation est tout autre pour les employeurs qui réclament la ‘flexibilisation du marché du travail et la mobilité internationale”. La seconde n'a d'intérêt pour eux qu'à la condition d'une modification des Codes du travail touchant l'ensemble des travailleurs, hommes et femmes, de tous âges et origines.

Parallèlement, dénonce le texte d'Appel au Forum des Migrations, “la dérive des médias et par conséquent, d'une partie de l'opinion publique, représente un autre défi majeur” : la banalisation de l'idée que “Les immigrants et réfugiés, surtout les Arabes et les Musulmans, veulent ‘saper nos valeurs’ » - ce qui s'exprime notamment par la thèse de “l'invasion de l'Europe” et de chacun de ses pays par l'islam - ou/et “l'Afrique”. des réfugié.es ou “sans papiers” à la “bombe” de l'invasion africaine évoquée par Macron[19].

Un article récent du *Figaro*[20] revient presque “naïvement” (sans commentaires racistes) sur ce qu'on entend par “immigré” : il souligne les critères de l'INSEE qui “ne comptabilise que la deuxième génération et non la troisième”. Autrement dit, souligne-t-il, “les petits-enfants d'immigrés n'apparaissent donc pas dans les statistiques nationales”. L'article cite alors la démographe de l'INED Michèle Tribalat, “qui estimait en 2011 que sur trois générations, près de 30% des personnes de moins de 60 ans étaient d'origine étrangère”, en France. Or, dit l'article, “la part extra-européenne de l'immigration a progressé, notamment celle venant d'Afrique” qui, dans l'ensemble, compte pour “43% de l'immigration en 2013”, passant “devant l'Europe, dont la part est tombée entre 1975 à 2013 de 66% à 36%”. Il s'agit d'une immigration à la fois post-coloniale et confrontée au retournement de la croissance, à la fermeture des frontières pour l'immigration et au regroupement familial. Or, nous dit l'article, “si l'on observe maintenant l'origine géographique des descendants directs d'immigrés, la proportion d'Européens est encore majoritaire, mais plus de manière absolue. Elle est passée de 50,3% en 2008 à 46,7%. Celle d'Afrique a progressé dans le même intervalle de 38,2% à 40,1%”.

Or les musulman.es, arabes et africain.es, sont une part majeure des réfugié.es des guerres récentes - relayant les réfugiés d'Europe de l'Est, de l'Espagne ou du Portugal et les Asiatiques. L'enjeu démocratique et social, antiraciste, d'une société plurielle et égalitaire, concerne donc, bien au-delà des réfugiés et sans-papiers, une part croissante de citoyen.nes éternellement présentée comme “issue de l'immigration” alors qu'il s'agit de citoyen.nes français.es : c'est leur “visibilité” qui est en cause, liée soit à leur couleur de peau, soit au foulard islamique (la barbe étant plus partagée...).

L'Europe d'Orbán à l'ère Trump-Netanyahu

Sur les migrants et le racisme, comme sur tous les grands choix socio-économiques et environnementaux, il est erroné de ne pas saisir à bras-le-corps l'enjeu stratégique européen dans sa globalité, ses contradictions et ses transformations. Chantal Mouffe a tort, dans son dialogue avec Christophe Aguiton, de vouloir explicitement écarter de ses analyses la Hongrie de Viktor Orbán alors qu'elle prétend pourtant offrir une ligne “stratégique” (populiste de gauche) “en Europe”. Pourtant, le parti de Viktor Orbán (le Fidesz) fait partie du PPE (Parti Populaire Européen) principal parti de centre-droit du Parlement Européen (PE) dont sont également membres la CDU de Angela Merkel ou

encore le parti LR en France. Macron cherche à faire éclater les formations de droite et de gauche au plan européen (en recomposant les groupes du PE) comme en France pour faire émerger son propre groupe. Ce projet serait facilité par le départ du Fidesz du PPE pour se lier à un regroupement d'autres droites extrêmes.

Mais il faut évidemment démystifier la volonté et le discours idéologique (mensonger) du président français qui veut polariser le débat entre "progressistes" qu'il est censé incarner, identifiés aux "pro-UE" et démocrates d'une part et de l'autre "nationalistes" réactionnaires (comme Orbán ou Le Pen) : qu'il s'agisse de la question des migrants, des libertés démocratiques ou des politiques économiques un tel schéma plus que simpliste vole en éclat dès qu'on le confronte [aux pratiques](#). Les points communs, derrière les différences évidentes, sont nombreux de Orbán à Macron. En tout état de cause, qu'il s'agisse des "immigrés", de la démocratie ou des politiques économiques, tous ces enjeux et pratiques - de la Hongrie à la France en passant par tous les autres pays membres - questionnent toute l'UE [\[21\]](#). Y inclus les pays qu'on oublie généralement, d'Europe de l'Est et du Sud-Ouest périphérisés au sein (ou dans l'orbite) de l'UE ou encore pris en tenaille entre Russie et UE/OTAN depuis l'unification allemande et la fin de l'URSS [\[22\]](#).

La crise de 2008/2009 a mis fin à bien des espoirs en Europe de l'Est et du Sud-Est. Le nouveau paradigme de l'UE est l'austérité imposée par des États forts. Dans les "Nouveaux États Membres" (NEM, dans la nomenclature de l'UE) l'alternance électorale en faveur de la droite conservatrice ou radicale a pu se prétendre alternative à la casse sociale, à la corruption des privatisations clientélistes réalisées par les partis dits de gauche pro-UE. En même temps, cette droite dénonçait ses mœurs "occidentalisées". De la Pologne à la Hongrie les anciennes "success story" dites pro-européennes ont viré au nationalisme conservateur (anti-IVG, homophobe et raciste - anti-russe, anti-ukrainien, anti-roms, antisémite et/ou islamophobe). Les courants antérieurement dits eurosceptiques ou anti-européens, sont de plus en plus devenus favorables à l'adhésion à l'UE (notamment pour des raisons électorales et financières).

La crise des réfugiés en 2015 modifie le contenu des discours xénophobes et conservateurs de droite et d'extrême-droite, en Allemagne (c'est le contexte de la percée de l'AfD) : ils sont désignés comme "réfugiés musulmans" et "envahisseurs". La thématique européenne de l'extrême-droite s'infléchit : plutôt que de quitter l'UE, il s'agit de la transformer en "Europe des nations souveraines" - et "purifiées". C'est un axe bien plus identitaire que l'euro pour le Rassemblement National (RN) de Marine Le Pen - et l'euro n'est pas l'enjeu de la Hongrie, ni de la Pologne. Le basculement de l'antisémitisme vers l'islamophobie est facilité par l'évolution d'Israël.

Les nouvelles lois de "citoyenneté" qui y sont adoptées renforce la logique de la colonisation contre les Palestiniens en même temps que les traitements discriminatoires et l'ethnisation anti-démocratique de la citoyenneté "juive". Une approche qui inspire de nombreuses nouvelles extrêmes droites, sous divers cieux et continents. Dans le même temps se sont multipliées les pressions assimilant toute critique de l'Etat d'Israël et du sionisme à de l'antisémitisme. Un tel critère a été appliqué dans les discours politiques et les condamnations en France de la campagne BDS comme en Grande-Bretagne dans l'offensive subie par Jeremy Corbyn et déchirant le Labour : son Comité exécutif national (NEC) a été sommé d'adopter la définition de l'antisémitisme donnée par l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (IHRA) - alors qu'il estimait que certaines formulations empêchaient toute critique de la formation et de la politique d'Israël. L'histoire spécifique de l'Allemagne et du génocide anti-juif pousse aussi à gauche à un positionnement anti-BDS et de rejet des critiques du sionisme.

C'est dans ce contexte que s'est produit un étonnant rapprochement Orbán-Netanyahu - avec voyages du premier en Israël alors que son homologue israélien est venu à Budapest. La Hongrie de Orbán a fait adopter une loi « Stop-Soros » qui pénalise les ONG aidant les migrants ; elle a « dressé ses clôtures anti-migrants - équipées de systèmes de surveillance israéliens - en s'inspirant du mur de séparation israélien en Cisjordanie et à la frontière égyptienne » [23]. Selon l'éditorialiste Anshel Pfeffer écrivant dans Haaretz, les deux hommes « y trouvent leur compte », « Netanyahu comme l'homme d'État qui a l'oreille de Donald Trump et de Vladimir Poutine ». Pour le premier ministre le plus à droite de l'histoire d'Israël, Orbán est un appui majeur dans le cadre de ses possibles coalitions avec d'autres politiciens nationalistes et populistes, pour peser au sein de l'Union européenne à Bruxelles. De son côté, la Hongrie d'Orbán en soutenant la politique de Netanyahu cherche à se « blanchir » des accusations (fondées) d'antisémitisme en les transformant : le financier juif Soros est désormais poursuivi pour avoir soutenu des ONG « antisionistes ». Netanyahu et Orbán se présentent ainsi comme « les deux annonciateurs de l'ère Trump ».

Il faut lire [l'article de Dominique Vidal](#) qui analyse au vitriol comment l'aile droite du Likoud a préparé le terrain. Les liens tissés vont de l'extrême droite italienne ou autrichienne aux révisionnistes de Lituanie, avec « au centre de cette stratégie, le groupe de Visegrad, que dirigent, désormais, des populistes de droite (Pologne, Hongrie, Tchéquie) ou de gauche (Slovaquie) ». Dans cette « croisade », les dirigeants d'Israël sont prêts « à toutes les alliances, même contre-nature ». Le « deal » idéologique se noue à partir de quelques « funestes amalgames » et syllogismes que l'on connaît désormais bien en France : [antisionisme = antisémitisme](#) ; musulmans défenseurs de la cause palestinienne (et assimilés « islamo-gauchistes ») = « les nouveaux antisémites » et supports du « terrorisme islamiste ». *Donc*, la campagne BDS est antisémite et doit être criminalisée pendant que les colonisations d'Israël sont légitimées.

La « crise des réfugiés » a libéré les paroles contre les musulmans - facilitant les rapprochements islamophobes et antisémites. Dominique Vidal cite le directeur du Centre de recherche contre les préjugés en Pologne qui a déclaré : « *Il y a clairement une épidémie de langage de haine qui se propage dans le discours public en Pologne. Celle-ci a commencé avec la crise migratoire de 2015. Depuis, la parole antisémite a bondi, de pair avec la parole antimusulmane et xénophobe.* »

« Les yeux doux de Benyamin Nétanyahu », pour parler comme Dominique Vidal, se tournent vers l'ensemble de l'extrême droite européenne, mais pas seulement ; et semble-t-il, pas vers le parti de Marine Le Pen qui n'est toujours pas bien venu en Israël, pour l'instant. Pèse sans doute la mémoire du père. Mais les familles politiques européennes sont en crise et recomposition. Comme on l'a dit, Orban est dans le groupe européen de Merkel - que courtise Emmanuel Macron. Et il est bien plus important, pour Israël, que Macron ait tenu le discours attendu, comme le rappelle Dominique Vidal : le 16 juillet 2017, en effet, « le premier ministre israélien (...) écoutait, ravi, Emmanuel Macron déclarer lors de la commémoration du 75e anniversaire de la rafle du Vél d'Hiv : *'Nous ne céderons jamais à l'antisionisme, car c'est la forme réinventée de l'antisémitisme'*. » Et il ajoute que Macron se rendait « le surlendemain : à Budapest qui avait, quelques semaines plus tôt, fait l'apologie de Miklos Horthy. « En même temps », avec le « ni droite, ni gauche », tout se brouille.

Un nouvel internationalisme

Confronté à une telle évolution, le nouvel internationalisme du XXI^{ème} siècle doit se construire sur plusieurs fronts. Il doit s'opposer à la fois à Clinton et à Trump, à Macron et à Orbán en se dressant contre les désastres sociaux et environnementaux de la globalisation capitaliste et ses monstres – fondamentalistes dictatoriaux athées ou cléricaux de toutes religions. Il ne peut se construire qu'en prenant conscience de la réalité d'un Nord dans le Sud et d'un Sud dans le Nord – imposant des liens entre classes subalternes, contre tous les rapports de domination[24].

Tel est aussi l'enjeu de la construction d'un réseau solidaire [dans/contre/hors de l'UE](#). Pour être en mesure de transformer la crise de l'UE en exigence de mise à plat de ses Traités, il faut la puissance d'une rébellion démocratique ancrée dans les mobilisations des classes subalternes à la fois au centre de l'UE (en Allemagne, en France...) et dans quelques pays-phares de ses semi-périphéries de l'est et du sud (Slovénie, Etat espagnol?) qui imposent ensemble une telle exigence. En-deçà, des fronts larges, appuyés sur un Manifeste commun, devraient se construire contre tous les Macron/Merkel et tous les Orbán/Le Pen, en défense de droits pour tou-te-s, dans des villes, cités, pays mis en réseaux ; dans/contre/hors de l'UE.

Les luttes communes et concrètes pour des droits et contre toutes les violences, s'opposant à la fois à l'islamophobie et à tous les intégrismes[25] permettront d'impliquer athées et croyant.es – aidant à surmonter les préjugés et les visions essentialisées. Les mouvements féministes deviennent puissants dans de nombreux pays et continents en impliquant des femmes de toutes origines et cultures qui s'attaquent aux oppressions de classe/castes, genre, race, à partir de cheminements et de contextes très divers[26]. Ce sont autant de conditions permettant de dépasser les préjugés, repenser et actualiser les controverses sur les rapports entre religions et luttes d'émancipation, dans des contextes divers[27].

Le stigmate de « communautarisme » ou l'accusation de « diviser » le mouvement, est généralement épargné aux réunions et associations de femmes non mixtes tant l'expérience a démontré que cette auto-organisation était la condition de luttes mixtes plus puissantes, prenant en compte les demandes des femmes. Les mêmes méthodes combinant autonomie et cadres communs peuvent être pragmatiquement appliquées pour renforcer l'anti-racisme politique, surmonter les défiances, imposer que soient prises en compte et combattues les discriminations occultées. Cela vaut aussi bien contre tout rapport de domination dans les organisations politiques et syndicales, dans toute association ou réseau, dans l'organisation même des luttes. L'aspiration des femmes, des jeunes, des travailleurs de toutes catégories, comme des nouvelles générations dites "issues de l'immigration", à parler pour elles-mêmes, exprime une dignité que doivent assurer des droits égalitaires démocratiques réels. Ceux-ci doivent préfigurer ce que serait un socialisme/communisme du XXI^{ème} siècle à inventer – en bilan critique des expériences passées[28].

Le regard des populations subalternes les plus discriminées, travailleurs des villes et des campagnes, salarié.es ou pas, précaires ou sans emplois, de tous genres, origine, couleur de peau – aide à changer l'horizon de pensée et d'action des autres. Le regard des migrant.es, fuyant les désastres sociaux, écologiques, militaires de la mondialisation capitaliste sous toute ses formes, doit modifier notre horizon de pensée et d'action.

Notes

[1] Cf. Libération

http://www.liberation.fr/checknews/2018/09/04/que-dit-exactement-sahra-wagenknecht-sur-l-immigration_1676492 -

[2] Lire les interviews faites par l'Obs avec Clémentine Autain et Djordje Kuzmanovic [sur L'Obs](#) ou Médiapart

<https://www.mediapart.fr/journal/france/090918/la-france-insoumise-divisee-sur-la-question-migratoire>) ; et les critiques d'Olivier Besancenot et d'Anti-K ou de Roger Martelli [Gauche européenne et immigration : la réponse de Roger Martelli à Djordje Kuzmanovic](#)

[3] Cf. Le Monde

https://www.lemonde.fr/la-france-insoumise/article/2018/09/13/immigration-jean-luc-melenc-hon-desavoue-son-porte-parole_5354461_5126047.html

[4] Cf. Chantale Mouffe *Pour un populisme de gauche* (Albin Michel, 2018), ou Christophe Ventura sur la même ligne <http://www.medelu.org/Principes-pour-une-gauche>.

[5] Cf. Les questionnements soulevés dans les débats de Chantal Mouffe avec Christophe Aguiton à Médiapart : <https://www.youtube.com/watch?v=nWiBda47bbU> ; ou encore avec Pierre Khalifa

<https://blogs.mediapart.fr/pierre-khalifa/blog/170918/populisme-de-gauche-du-nouveau>

[6] Lire Thomas Deltombe, "Michel Rocard, Martyr ou mystificateur ?" :

<https://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2009-09-30-Rocard>

[7] Contre ces simplismes pseudo-marxistes exprimés par Kuzmanovic, lire Samuel Joshua cf.

<https://blogs.mediapart.fr/jean-marc-b/blog/240918/migrations-accueillir-et-avec-des-droits-egaux-le-present-et-les-debats-passes> ; Romaric Godin

<https://www.mediapart.fr/journal/france/260918/immigration-contre-salaires-une-vision-partielle-et-biaisee> ; Vincent Présumey :

<https://blogs.mediapart.fr/vincent-presumey/blog/090918/populisme-de-gauche-ou-pas-immigration-demelons-les-confusions> ; ou encore [Gauche européenne et immigration : la réponse de Roger Martelli à Djordje Kuzmanovic](#)

[8] Cf. outre les critiques venant du NPA

<https://www.anti-k.org/2018/09/10/dossier-la-fi-et-sahra-wagenknecht/>, celles qu'exprime le courant Marx21 interne à Die Linke

<https://le-nouveau-poireau-rouge.blogspot.com/2018/09/aufstehen-la-mauvaise-strategie-pour.html> ;

[9] Cf. Omar Slaouti Slaouti

<https://blogs.mediapart.fr/slaouti-omar/blog/240918/leurs-boussoles-nos-naufrages>

[10] Cf. notamment, de façon synthétique ces mises au point d'Olivier le Cour Grandmaison

<https://blogs.mediapart.fr/olivier-le-cour-grandmaison/blog/271117/sur-le-racisme-d-etat-braves-remarques-l-attention-de-jean-michel-blanquer-et-de-qu>

[11] Voir la remarquable série de reportages sur “Histoires d’une nation” sur France 2
<http://www.programme-television.org/news-tv/Programme-TV-Histoires-d-une-nation-France-2-Un-documentaire-sur-la-place-des-immigres-en-France-4601009>

[12] Cf. Abdellali Hajjat, 2013, Ed. D’Amsterdam. Extrait :
<https://www.contretemps.eu/a-lire-un-extrait-de-la-marche-pour-legalite-et-contre-le-racisme-dabdellali-hajjat>

[13] Cf. des approches opposées ou en débat dans le Numéro spécial de février 2005 de la revue *Contretemps* – *A quels saints se vouer ?*
https://www.contretemps.eu/wp-content/uploads/Contretemps%2012_0.pdf Ou encore
<http://msi.net/L-opium-du-peuple-de-gauche> ; ou encore mon bilan de « trois ans de débats” dans la gauche radicale, notamment <http://msi.net/Au-dela-du-voile-et-de-la-laicite>

[14] Cf. les exposés et ateliers sur ce sujet lors du Bandung du Nord ; notamment Saïd Bouamama
<http://www.reperes-antiracistes.org/2018/05/les-racismes-intercommunautaires-origines-instrumentalisations-et-reperes-pour-les-combattre-said-bouamama.html>

[15] Lire notamment Abdellali Hajjat, *Les frontières de l’identité nationale : l’injonction à l’assimilation en France métropolitaine et coloniale*, La Découverte

[16] Ce que racontent tant de témoignages de la série de France 2 évoquée. Cf. Aussi l’entretien avec Abdellali Hajjat :
<https://www.contretemps.eu/le-racisme-a-besoin-dune-bequille-que-lui-fournit-le-principe-de-separation-nationaletranger-entretien-avec-abdellali-hajjat/>

[17] Cf. notamment A. Hajjat et M. Mohammed, *Islamophobie : comment les élites françaises construisent le problème musulman*, La découverte, 2013. Extrait :
<https://www.contretemps.eu/lire-chapitre-islamophobie-abdellali-hajjat-marwan-mohammed/>

[18] Cf Vers le FSM des Migrations :
<https://entreleslignesentrelesmots.blog/2018/09/25/en-avant-vers-le-forum-social-mondial-des-migrations/>

[19] “Bombe” démystifiée par François Héran, *Avec l’immigration* La découverte 2017; cf. Aussi le débat de Médiapart https://www.youtube.com/watch?v=DmsA_7GIMlw

[20]
<http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2018/06/19/01016-20180619ARTFIG00310-les-chiffres-de-l-immigration-en-france.php>

[21] Cf.
<https://www.mediapart.fr/journal/international/300918/europe-les-perils-de-la-rhetorique-de-s-blocs-de-macron?onglet=full>

[22] Je ne peux développer ici ni ce que fut “la grande transformation capitaliste” opaque en Europe de l’Est ni les conditions d’adhésion à l’UE et l’impact de la crise de 2009 (cf. De nombreux articles sur ce sujet sur <http://csamary.free.fr>) .

[23] Voir : <https://www.france24.com/fr/20180719-viktor-Orbán-hongrie-israel-benjamin-netanyahu-rapprochement>

[24] Je discute ce point dans ma contribution en hommage à Samir Amin : "la raison d'être d'un nouvel internationalisme", <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article45793> ; elle évoque également l'initiative "pour une internationale décoloniale" : <http://bandungdunord.webflow.io/>

[25] Cf. <http://www.solidarites.ch/journal/emancipations/179.pdf> "contre l'islamophobie et l'intégrisme" et sur les enjeux de la laïcité. Lire aussi sur <http://csamary.free.fr>. mes articles sur les débats au sein du mouvement altermondialiste

[26] Lire notamment Zahra Ali " Féminismes, islam et essentialismes réciproques : « Décoloniser le féminisme, dépatriarcaliser l'Islam » » <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article39160>

[27] Cf. notamment les analyses de Gibert Achcar (<https://npa2009.org/content/marxistes-et-religion-hier-et-aujourd%E2%80%99hui-par-gilbert-achcar>) ou les débats entre Alain Gresh et Jean Birnbaum et autres débats sur la théologie de la libération et l'islam sur <https://orientxxi.info/>

[28] Un tel bilan n'est heureusement pas une pré-condition pour que s'inventent d'autres rapports notamment à partir de luttes et expériences nouvelles. Mais, de la Chine à Cuba, de l'URSS à la Yougoslavie autogestionnaire et « non alignée » les avancées et reculs, les difficultés, erreurs et échecs des évolutions du Xxème siècle peuvent être « appropriés » et repensés contre toute réduction de ce passé au goulag ou à d'aberrantes parenthèses. Cf. <https://www.contretemps.eu/communisme-decolonial-democratie-des-communs-samary/>